

**16 Provinces**

**Moyen-Ogooué/Département de l'Ogooué et des Lacs/Lambaréné/Développement durable**

**Guy-Philippe Sounguet à la tête du site Ramsar du Bas-Ogooué**

**Esaïe NDILOROU**

Lambaréné/Gabon

LE premier gestionnaire du site Ramsar du Bas-Ogooué, Guy-Philippe Sounguet a été installé, dernièrement, à Lambaréné, par Lee White secrétaire exécutif de l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN).

« Je suis particulièrement rassuré des qualités de la personne que j'installe comme le tout premier gestionnaire du site Ramsar du Bas-Ogooué. (...) Monsieur Guy-Philippe Sounguet est l'homme qu'il faut à la place qu'il faut. En tout cas, en ce qui concerne le domaine de la préservation de la nature, que nous appelons de tous nos vœux. Nous avons foi en la loi qui fixe les règles en matière de gestion de l'environnement, mais aussi et surtout à la prise de conscience de chacun de nous. », a déclaré M. White, avant de procéder au geste symbolique d'installation



Photo : Esaïe NDILOROU

**Guy-Philippe Sounguet, installé dans ses nouvelles fonctions par Lee White...**

de M. Sounguet dans ses fonctions. La nomination de Guy-Philippe Sounguet comme gestionnaire du site Ramsar du Bas-Ogooué (SRBO) permettra à ce dernier et à son équipe de maintenir l'intégrité territoriale de ladite zone. Ils ont pour mission de veiller à la faune et la flore, et devront régulièrement répertorier les infractions, contribuer aux inventaires des espèces, veiller à l'exécution des travaux d'aménagement, assurer la conservation du site et surveiller quotidiennement les lieux de manière participative avec les communautés locales. Il y a lieu de noter que les autorités gabonaises ont inscrit le Bas-Ogooué, depuis le 2 avril 2009, dans la liste des zones Ramsar. C'est une zone située à l'ouest du pays, à cheval sur les provinces du Moyen-Ogooué (département de l'Ogooué et des Lacs et Abanga-Bigne) et l'Ogooué-Maritime (département de Bendjé), avec Lambaréné comme la grande ville logée à l'intérieur du site. Avec plus de 860.000 hectares, il représente une valeur patrimoniale indéniable du fait qu'il constitue la plus grande et la plus riche des neuf zones humides du Gabon inscrites sur la liste "Ramsar" des zones humides d'im-

portance internationale. Outre son importance pour le maintien de la diversité biologique, il fournit des services écosystémiques essentiels pour plus de 50.000 personnes représentant les communautés locales, urbaines et rurales. Avec de multiples ressources naturelles telles que l'eau, les poissons, le gibier, les produits forestiers non-ligneux, des terres pour l'agriculture, un cadre pour le développement



Photo : Esaïe NDILOROU

**... en présence notamment des autorités locales.**

portance internationale. Outre son importance pour le maintien de la diversité biologique, il fournit des services écosystémiques essentiels pour plus de 50.000 personnes représentant les communautés locales, urbaines et rurales. Avec de multiples ressources naturelles telles que l'eau, les poissons, le gibier, les produits forestiers non-ligneux, des terres pour l'agriculture, un cadre pour le développement

portance internationale. Outre son importance pour le maintien de la diversité biologique, il fournit des services écosystémiques essentiels pour plus de 50.000 personnes représentant les communautés locales, urbaines et rurales. Avec de multiples ressources naturelles telles que l'eau, les poissons, le gibier, les produits forestiers non-ligneux, des terres pour l'agriculture, un cadre pour le développement

pement d'activités touristiques et de loisirs, etc. Dans le cadre du développement de la région et du pays, il est aussi le centre de développement de nombreuses activités économiques dans des secteurs aussi variés que l'exploitation forestière et l'industrie du bois, la pêche et la pisciculture, l'agriculture et l'élevage, l'agro-industrie alimentaire, le tourisme, les mines et les hydrocarbures, l'industrie chimique et le transport de grumes, fret, hydrocarbures et des personnes. Toutefois, ce site reste sous la menace permanente des activités anthropiques, dont les industries extractives (exploitation forestière, minière, pétrolière et orpaillage), la pêche artisanale illégale avec des techniques prosrites et le transport de produits issus du trafic de faune (ivoire, viande de brousse). Autant de défis auxquels vont devoir faire face le gestionnaire et son équipe.

**Estuaire/Département du Komo-Mondah/Ntoum/Œuvre de bienfaisance**

**L'association CJAN au chevet du centre médical**

**LBON**

Ntoum/Gabon

DEUX mois seulement après sa création, le "Club des jeunes autonomes de Ntoum" (CJAN) se signale déjà positivement par ses actions sur le terrain. En effet, la dernière née des structures associatives du chef-lieu du département du Komo-Mondah, qui entend œuvrer dans le domaine social et l'entraide, vient de doter le centre médical de matériel d'entretien. Une dotation composée, pour l'essentiel, de balais, balais-brosses, serpillières, détergents, eau minérale, poubelles, etc. Comme l'a indiqué son président, Paul Ntou-



Photo : LBON

**Le médecin-chef (milieu) réceptionne...**

me, ce don vise "à mettre le personnel soignant et les patients dans des conditions d'hygiène acceptables". Il a précisé que la structure dont il préside aux destinées a agi à la suite du constat selon le-

quel l'unique structure sanitaire publique de la localité manquait d'un peu de tout en matière d'entretien. "Ne pouvant rester insensibles aux maux qui entravent le bon fonctionnement



Photo : LBON

**... un échantillon du don qui vient de lui être remis par les responsables du CJAN.**

du centre médical de Ntoum, nous avons jugé utile de vous apporter ce modeste matériel qui, nous l'espérons, ne manquera pas de vous soulager un tant soit peu. Nous voulons, toutefois, vous rassurer que

d'autres actes interviendront prochainement, selon les moyens à notre disposition", a-t-il déclaré aux responsables de la structure médicale. Appréciant à sa juste valeur l'intérêt accordé par

le CJAN à la structure qu'elle dirige, le médecin-chef, Eugénie Chimène Engone Nguéma s'est dit honorée par ce geste qui, selon elle, vient à point nommé. "Je ne peux que vous remercier pour le choix porté sur nous", a-t-elle déclaré. Elle a par ailleurs sollicité un partenariat avec le CJAN afin de l'accompagner dans la sensibilisation des jeunes aux dangers de la consommation des stupéfiants, des maladies sexuellement transmissibles, des grossesses précoces, etc. Le CJAN, indique-t-on, est une structure apolitique qui regroupe les jeunes des deux sexes sans distinction d'appartenance politique ou religieuse.

**Ngounié/Département de la Douya-Onoye/Mouila/Tournée du conseil national de la jeunesse**

**Stephen Ondias prend contact avec le conseil provincial**

**FN**

Mouila/Gabon

LE président du conseil national de la jeunesse (CNJG), Stephen Ondias, a entrepris dernièrement une caravane interprovinciale qui l'a conduit dans les neuf chefs-lieux de provinces du pays. Mouila a constitué la deuxième étape de ce périple, avant celle de Tchibanga. Histoire pour les nouveaux dirigeants de cette structure,

de prendre contact avec les membres des bureaux provinciaux ainsi que les associations affiliées au conseil provincial de la Ngounié, à l'issue de l'assemblée générale électorale qui s'était déroulée à Libreville. En présence du président provincial, Charmant Bivouli, qu'accompagnaient les membres locaux dudit conseil, M. Ondias en a aussi profité pour expliquer aux siens les différentes mesures d'austérité prises par le gouverne-

ment, le 21 juin dernier. « Il était important pour nous d'expliquer de la pertinence de ces mesures qui doivent nous impacter, d'autant plus que nous sommes l'avenir de demain », a-t-il indiqué à la presse. Le conseil national de la jeunesse du Gabon est une structure associative qui regroupe des associations et mouvements de jeunesse. Sa mission principale est de coordonner la vie associative de la jeunesse au niveau national.

Et de faire participer les jeunes au processus de prise des décisions d'intérêt commun.

**Stephen Ondias (casquette) et les responsables provinciaux du conseil ont échangé sur les mesures d'austérité prônées par le gouvernement.**



Photo : Félicien Ndong